

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°33 2025

## Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : La Banque mondiale publie ses indicateurs macroéconomiques pour le mois d'août 2025 ;
- ❖ **Bangladesh** : La dette extérieure franchit 112 Mds USD fin juin, en forte hausse de +7% en trois mois ;
- ❖ **Inde** : Prévission de croissance et effet d'entraînement sur le secteur privé indien ;
- ❖ **Maldives** : Les Maldives obtiennent le renouvellement d'un bon du Trésor indien de 50 MUSD ;
- ❖ **Népal** : Echanges extérieurs en hausse sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2025/26 ;
- ❖ **Pakistan** : Rencontre entre le Premier ministre Shehbaz Sharif et la direction de la Banque mondiale et du FMI à New-York ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le Sri Lanka est désormais sorti du défaut pour les trois grandes agences de notation ;

### À RETENIR

**6,5%**

Prévission de croissance indienne par  
S&P Global Ratings

# Afghanistan

## La Banque mondiale publie ses indicateurs macroéconomiques pour le mois d'août 2025

Les perspectives économiques de l'Afghanistan apparaissent fragilisées par les chocs récents, en particulier le tremblement de terre survenu dans la province de Kunar et le retour forcé d'environ 1,2 million de ressortissants afghans, principalement expulsés d'Iran et du Pakistan, selon les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

S'agissant des prix à la consommation, sur une base annuelle, l'inflation atteint 2,2% en juillet 2025, après -6,5% un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par une hausse de 3,9% des prix hors alimentation, liée à un effet de base favorable et à la reprise de la demande intérieure. Le retour des rapatriés, en stimulant la demande de logement et de services de base, a contribué à cette dynamique, de même qu'une amélioration modeste de l'activité économique. En parallèle, les prix alimentaires progressent de 0,5 % en glissement annuel, également sous l'effet des pressions liées à l'arrivée des rapatriés. L'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) s'établit à 4,2%.

Parallèlement, le déficit commercial progresse de 23% en août 2025. Sur les cinq premiers mois de l'exercice budgétaire entamé le 22 mars 2025, il atteint 4,8 Mds USD, soit 22% du PIB annuel, contre 3,6 Mds USD (18% du PIB) à la même période l'année précédente, ce qui correspond à une hausse de 31%. Cette évolution reflète une demande d'importations renforcée, alimentée par la reprise de la consommation intérieure, les besoins additionnels liés au retour massif des rapatriés, ainsi que par la levée progressive des perturbations commerciales associées aux tensions géopolitiques régionales.

Dans le détail, au cours des cinq premiers mois de l'exercice en cours, les exportations de l'Afghanistan s'élèvent à 548,4 M USD, en progression de 9,4% par rapport aux 501,1 M USD enregistrés sur la même période de l'exercice précédent. Le Pakistan demeure le premier marché d'exportation, bien que sa part se réduise de 44 % à 41,2 %, sous l'effet d'un recul des ventes de textiles et de charbon. A l'inverse, la part de l'Inde progresse pour atteindre 30%, tandis que les Émirats arabes unis et le Kazakhstan représentent respectivement 6% et 5%, traduisant les efforts d'intégration régional du pays.

La structure sectorielle reste dominée par les produits alimentaires, qui constituent 75% des exportations totales sur l'exercice, contre 63% un an plus tôt. Cette concentration souligne la vulnérabilité de l'économie afghane, dépendante d'une base d'exportations étroite et exposée aux aléas climatiques, aux changements de politique commerciale et aux variations de la demande régionale.

Sur les cinq premiers mois de l'exercice, les importations de l'Afghanistan atteignent 5,3 Mds USD, en hausse de 28% par rapport aux 4,2 Mds USD enregistrés sur la même période de 2024.

Sur le plan géographique, l'Iran demeure le principal fournisseur (29% du total), suivi des Émirats arabes unis (19%), du Pakistan (14%) et de la Chine (8%).

## Bangladesh

### La dette extérieure franchit 112 Mds USD fin juin, en forte hausse de +7% en trois mois

Entre mars et juin 2025, la dette extérieure du Bangladesh a bondi de 7,35 Mds USD, atteignant 112,15 Mds USD selon les données de la Bangladesh Bank. Cette hausse provient quasi exclusivement du secteur public, tandis que la dette privée a légèrement reculé (-110 M USD), faute de nouveaux investissements.

Le gouvernement a bénéficié de décaissements majeurs de bailleurs – dont 1,3 Md USD du FMI, ainsi qu'environ 3 Md USD de la Banque mondiale, de l'ADB et de l'AiIB – destinés au financement budgétaire et à la stabilisation du marché des changes. Ces apports ont contribué à maintenir le taux du dollar relativement stable.

La dette publique externe atteint ainsi 92,4 Mds USD fin juin 2025, contre 84,9 Mds en mars 2025. Cela représente environ 20% du PIB.

### La Banque centrale intervient sur le marché pour maintenir un taux de change à 121 Tk/USD

Depuis juillet, la Bangladesh Bank (BB) a racheté près de 1,9 Md USD auprès des banques commerciales, injectant plus de 230 Mds Tk dans l'économie pour maintenir le dollar autour de 121 Tk. Cette politique permet à la fois de reconstituer les réserves de change (désormais supérieures à 26 Mds USD) et de préserver la compétitivité des exportateurs et des transferts de fonds des expatriés, malgré une pression naturelle à l'appréciation du taka liée à une hausse de l'offre et une demande faible.

Les économistes rappellent que ce choix vise avant tout la stabilité monétaire et la reconstitution des réserves, plutôt que la lutte contre l'inflation. En effet, l'inflation reste au-dessus de 8 %, alimentée en partie par la forte dépréciation du taka depuis 2022. Le rachat de dollars injecte de la liquidité dans le système bancaire, mais celle-ci se réoriente surtout vers les obligations d'État plutôt que vers le crédit privé, ce qui limite son effet inflationniste.

Le contexte international joue aussi un rôle : la réduction du taux directeur de la Réserve fédérale américaine en septembre crée davantage de marge de manœuvre pour les achats de devises par BB. Le maintien d'un dollar élevé est également conforme au mécanisme de taux de change flexible sous contrôle mis en place avec le soutien du FMI.

### Les exportations bangladaises vers les États-Unis pourraient chuter de 14% en FY26 en raison des droits de douanes additionnels imposés par l'administration américaine

Selon une étude du think tank Research and Policy Integration for Development (RAPID), les exportations du Bangladesh vers les États-Unis pourraient reculer de plus de 14% en glissement annuel pour FY26 si le régime tarifaire américain actuel se maintient. En raison des droits de douane additionnels imposés par l'administration américaine à de nombreux pays depuis août 2025, l'étude prévoit en effet une baisse des importations de vêtements aux États-Unis pouvant

atteindre 12% en 2025, soit une contraction d'environ 10 Mds USD par rapport à l'année précédente.

Dans ce contexte, la contraction de la demande américaine pourrait entraîner une diminution des exportations bangladaises vers les Etats-Unis d'environ 1,25 Md USD, dont 1 Md USD uniquement pour le secteur textile. RAPID souligne par ailleurs que ce recul pourrait atteindre 17% si un accord commercial entre les États-Unis et l'Inde ramenait le tarif douanier appliqué à l'Inde de 50% actuellement à 20%, soit le même niveau que celui imposé au Bangladesh.

Pour mémoire, les États-Unis constituent le premier marché d'exportation du Bangladesh, représentant 18% des exportations totales, soit près de 7 Mds USD en 2023-24. Sur le marché américain du prêt-à-porter, le Bangladesh possède environ 9% de parts de marché, derrière la Chine (21%) et le Vietnam (19%). Depuis août dernier, les Etats-Unis imposent un taux de droits de douane supplémentaires de 20% aux importations en provenance du Bangladesh.

## Les secteurs du textile et du prêt-à-porter figurent parmi les plus exposés aux prêts non performants

Selon un rapport de la Bangladesh Bank, les secteurs du textile et du prêt-à-porter, piliers de l'emploi et des recettes en devises du pays, figurent parmi les plus touchés par les défauts de paiement sur les prêts bancaires. En 2024, le taux de prêts non performants (PNP) s'élevait à 26% pour le prêt-à-porter et 25% pour le textile. Seules les secteurs de la construction navale et du cuir affichent des taux de PNP plus élevés, atteignant chacun 39%. À titre de comparaison, le ratio de PNP est de 24% dans la construction, 20% dans le transport et 14% dans les industries agroalimentaires. Les secteurs les plus solides sont la pharmacie (6%), l'agriculture (11%) et le logement (12%).

Plusieurs facteurs expliquent cette vulnérabilité du secteur de l'habillement. Après la pandémie de Covid-19, de nombreuses usines ont vu leurs revenus chuter, ce qui a compromis le remboursement de leurs prêts. De même, le secteur textile, particulièrement dépendant de l'énergie, est durement affecté par la crise énergétique en cours alors les pénuries sont nombreuses, contraignant nombre d'usines à fonctionner à seulement 40 à 50% de leur capacité.

Pour mémoire, la part des prêts classés en PNP au Bangladesh représenterait environ 24% du total des encours de crédit, ce qui signifie que près d'un quart des prêts bancaires sont désormais considérés à risque. Alors qu'un examen de la qualité des actifs (AQR) est en cours dans les établissements bancaires fragilisés, et que les nouvelles règles de classification des prêts entrent progressivement en vigueur, le taux de PNP devrait continuer à croître. La Banque centrale anticipe qu'il pourrait au moins dépasser 30% des encours.

# Inde

## Prévision de croissance et effet d'entraînement sur le secteur privé indien

L'agence de notation S&P Global Ratings prévoit que la croissance économique de l'Inde restera stable à 6,5 % lors de l'exercice budgétaire 2025-26, soit l'un des rythmes les plus rapides de la région Asie-Pacifique. Cette projection s'appuie sur une demande intérieure robuste, soutenue par une mousson favorable, des réductions d'impôt sur le revenu, l'abaissement des taux de taxe sur les biens et services (GST), ainsi qu'une accélération de l'investissement public.

S'y ajoute une performance nettement supérieure aux attentes au premier trimestre de l'exercice en cours, à 7,8 %.

Dans le même temps, l'OCDE a relevé ses prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour 2025, de 6,3 % à 6,7 %, avant un ralentissement attendu à 6,2 % en 2026. Ces ajustements sont justifiés par la vigueur persistante de la demande intérieure, stimulée notamment par l'impact positif des réformes de la GST entrées en vigueur le 22 septembre.

Malgré ce rehaussement des perspectives, S&P considère qu'un rebond marqué de l'investissement privé reste peu probable dès 2025-26. Selon un économiste en chef de Crisil, l'agence de notation indienne, les investissements des entreprises progressent, mais à un rythme inférieur à celui du PIB nominal. De plus, plutôt que de recourir aux prêts bancaires ou aux marchés obligataires, de nombreuses entreprises privilégient encore l'autofinancement, ce qui limite l'effet d'entraînement du capex public – moteur central des politiques budgétaires actuelles – sur les investissements privés. S&P prévoit néanmoins une accélération de la croissance du crédit bancaire à 12-13 % en 2025-26, en ligne avec les prévisions de la SBI, tandis que le marché du crédit privé (hors banques) reste modeste, représentant moins d'1 % du PIB. Sur le plan sectoriel, le crédit demeure orienté en priorité vers les services (28 %) devant le secteur manufacturier (21 %). Ce déséquilibre accentue le frein à un effet d'entraînement sur la base productive et complique l'atteinte de l'objectif gouvernemental de porter la part de l'industrie dans le PIB de 17 % à 25 %.

Enfin, plusieurs risques pèsent sur les perspectives : incertitudes mondiales, évolution des politiques commerciales et tarifaires, faiblesse relative du capex privé, ainsi que la dépendance à des conditions météorologiques favorables, en particulier la mousson.

## État des lieux des indicateurs macroéconomiques - août/septembre 2025

En août 2025, l'inflation s'est établie à 2,07 %, restant contenue grâce au recul des prix alimentaires et à l'effet des réductions de la taxe GST. L'inflation de gros, mesurée par l'indice des prix à la production (IPP), a pour sa part progressé de 0,52 % sur un an, après une contraction de -0,58 % un an plus tôt. Ce rebond s'explique par la hausse des prix alimentaires (0,21 % contre -2,15 % en juillet) mais surtout par l'augmentation de 2,55 % des prix non alimentaires, après une baisse de -2,05 % le mois précédent. Ces évolutions signalent une pression inflationniste modérée, qui pourrait peser sur les délibérations de la Banque centrale indienne (RBI) lors de son prochain MPC du 1er octobre, et jouer en la faveur d'une nouvelle baisse du taux directeur de 25 points de base, aujourd'hui à 5,5%.

L'activité économique a parallèlement affiché une nette accélération avec la hausse de la production des huit principaux secteurs industriels ayant bondi à 6,3 % en août, atteignant son plus haut niveau en quinze mois. Ce dynamisme tient tant à une demande intérieure vigoureuse qu'à un effet de base favorable, avec des contributions importantes du charbon et de l'acier. À noter que le pétrole brut et le gaz naturel étaient en retrait.

En septembre, l'expansion du secteur privé est restée soutenue mais a légèrement ralenti par rapport au pic d'août : l'indice PMI composite flash HSBC/S&P Global s'est établi à 61,9 contre 63,2. Les nouvelles commandes, domestiques comme étrangères, continuent de croître mais à un rythme plus modéré, ce qui pèse sur la production et l'emploi. Malgré ce ralentissement, la confiance des entreprises a atteint un sommet de sept mois, nourrie par des perspectives positives liées à la baisse attendue de la taxe GST, à la vigueur de la demande intérieure et à des gains d'efficacité opérationnelle.

Enfin, le marché du travail a continué de s'améliorer. En août, le taux de chômage est descendu à 5,1 %, contre 5,6 % en juin et 5,2 % en juillet, selon le Periodic Labour Force Survey (PLFS) du ministère des Statistiques. La baisse a été particulièrement marquée dans les zones urbaines,



où le chômage masculin a reculé de 6,6 % en juillet à 5,9 % en août, son plus bas niveau en cinq mois. Ces progrès doivent toutefois être relativisés au regard du poids encore élevé de l’informalité dans l’emploi en Inde.

## L’agence de notation japonaise Rating and Investment Information (R&I) améliore la note souveraine de l’Inde

Le 19 septembre 2025, l’agence japonaise Rating and Investment Information (R&I) a relevé la note souveraine de l’Inde de « BBB » à « BBB+ », tout en maintenant une perspective stable. Il s’agit de la troisième revalorisation de l’année 2025, après celle de S&P en août (de « BBB- » à « BBB ») et celle de Morningstar DBRS en mai (de « BBB (low) » à « BBB »).

R&I justifie cette décision par la solidité des fondamentaux économiques indiens. Le pays, actuellement en phase de dividende démographique, bénéficie d’une croissance soutenue : le PIB réel a progressé de 6,5 % en 2024-25, porté par la consommation, l’investissement et la demande extérieure, et a atteint 7,8 % au premier trimestre de l’exercice budgétaire 2025-26 (avril-juin 2025). Pour l’ensemble de l’exercice, la Banque centrale (RBI) table sur une croissance de 6,5 %. L’agence met également en avant la réduction progressive du déficit budgétaire, attendu à 4,4 % du PIB en 2025-26, après avoir atteint l’objectif de 4,8 % en 2024-25.

S’agissant des risques, R&I note que la décision américaine de relever à 50 % les droits de douane sur la plupart des produits indiens pourrait peser sur certains secteurs exportateurs (pharmaceutique, automobile, etc.). Toutefois, l’impact global devrait rester limité : la croissance indienne repose avant tout sur des moteurs domestiques, et les réductions de la taxe sur les biens et services (GST) devraient atténuer une partie de l’effet négatif.

Il convient néanmoins de souligner que les autres grandes agences de notation, telles que Moody’s et Fitch, maintiennent pour l’instant la note souveraine de l’Inde au plus bas niveau de la catégorie investissement. Moody’s Investors Service attribue une note de Baa3 avec une perspective stable, tandis que Fitch Ratings maintient une notation de BBB-, également avec une perspective stable.

## Maldives

### Les Maldives obtiennent le renouvellement d’un bon du Trésor indien de 50 MUSD

Le ministère des Finances a confirmé mercredi qu’un bon du Trésor (T-Bill) de 50 MUSD souscrit par la State Bank of India (SBI) serait reconduit à l’échéance du 25 septembre. Les deux pays ont également passé en revue les progrès enregistrés par les projets de développement en cours financés par les lignes de crédit de l’Inde : réaménagement de l’aéroport international de Hanimaadhoo, connectivité du Grand Malé (GMCP), initiative d’infrastructure phare reliant Malé aux îles environnantes via un réseau de ponts et de chaussées, installations d’approvisionnement en eau et d’assainissement sur plusieurs atolls, logement et développement urbain visant à améliorer le niveau de vie à Malé et dans les îles périphériques.

### Nouvelles questions quant à la sincérité des statistiques budgétaires maldiviennes

La presse se fait à nouveau l'écho de possibles manipulations du budget par les autorités. L'amélioration faciale de l'exécution budgétaire – le budget affiche un excédent depuis le début de l'année, alors qu'il avait dégagé un déficit de 12,5% du PIB en 2024 – serait liée à une réduction des dépenses totales de 15% et de 57% des dépenses en capital. Dans les faits, les projets d'infrastructures seraient poursuivis mais, en les attribuant à des entreprises publiques qui assument leur poids financier, les dépenses éviteraient d'être inscrites au budget. D'autres dépenses courantes (masse salariale de la fonction publique et service de la dette, notamment) ont fortement progressé, rendant plus étonnante encore l'amélioration affichée.

## Népal

### Echanges extérieurs en hausse sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2025/26

Au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire en cours (mi-juillet à mi-septembre), le commerce extérieur du Népal progresse de 22,54%, atteignant 2,65 Mds USD contre 2,16 Mds USD un an plus tôt.

Les exportations s'élèvent à 356 M USD, en progression de 88,57%. Elles demeurent toutefois concentrées, près de la moitié des recettes (177 M USD) provenant des ventes de graisses animales, de ghee végétal et d'huiles de soja, de tournesol et de palme.

Les importations atteignent 2,29 Mds USD, en hausse de 16,23%. Les principaux postes concernent les produits pétroliers (341 M USD), les graisses animales et huiles végétales (206 M USD), les produits sidérurgiques (173 M USD) ainsi que les appareils électriques, machines et pièces détachées (167 M USD). Le ratio importations/exportations s'établit à 6,45, illustrant la dépendance persistante de l'économie népalaise vis-à-vis des importations.

Le déficit commercial ressort à 1,94 Md USD, en hausse de 8,59% sur un an. Parallèlement, les recettes douanières progressent de 4,46%, atteignant 584 M USD contre 559 M USD un an plus tôt, portées par l'accroissement du volume des échanges.

Cette dynamique reflète en partie la hausse saisonnière des importations liée à l'approche des festivités. Les perturbations liées au mouvement de la Génération Z et à la fermeture temporaire des postes-frontières de Tatopani et Rasuwagadhi avec la Chine n'ont eu, selon les opérateurs, qu'un impact marginal sur les échanges globaux.

## Pakistan

### Rencontre entre le Premier ministre Shehbaz Sharif et la direction de la Banque mondiale et du FMI à New-York

En marge de son déplacement à New York à l'occasion de la 80<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, a rencontré les responsables de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. À cette occasion, il a confirmé l'engagement du Pakistan à mettre en œuvre le Country Partnership Framework de la Banque mondiale, un programme décennal doté de 40 Mds USD visant à soutenir les réformes structurelles prioritaires : élargissement de l'assiette fiscale, réforme de la gouvernance énergétique, privatisation des entreprises publiques et investissements dans la résilience climatique.

Dans le même temps, le Premier ministre a appelé le FMI à prendre en compte les effets économiques des récentes inondations, qui ont lourdement affecté le Pendjab et le Sindh, alors que démarre cette semaine à Islamabad la seconde revue du programme de Facilité élargie de crédit. Les destructions agricoles et d'infrastructures pourraient retrancher plusieurs dixièmes de point de croissance et accroître les tensions budgétaires, au risque de compliquer l'atteinte des objectifs convenus avec le Fonds. Islamabad plaide ainsi pour un ajustement réaliste des cibles fiscales et macroéconomiques, afin de maintenir la trajectoire de stabilisation tout en finançant l'effort de reconstruction

## La Banque mondiale alerte sur le recul du Pakistan en matière de réduction de la pauvreté

Dans son dernier rapport consacré à la réduction de la pauvreté au Pakistan (*Pakistan: Bold, Sustained, People-Centered Reforms Needed to Reduce Poverty, Build Resilience, and Protect Vulnerable Populations*), la Banque mondiale souligne l'urgence d'engager des réformes pour réduire durablement la pauvreté, renforcer la résilience et protéger les ménages vulnérables.

Le rapport rappelle que le Pakistan a vu ses progrès en matière de réduction de la pauvreté s'inverser après une longue période d'amélioration entre 2001 et 2019, où le taux de pauvreté national était passé de plus de 60 % à environ 22 %. Depuis 2020, divers chocs — notamment la pandémie de COVID-19, l'inflation importée, la guerre en Ukraine, ainsi que les inondations majeures de 2022 et 2025 — ont fragilisé ce modèle de croissance.

Dans une perspective macroéconomique, le rapport avertit que sans mise en œuvre rapide et soutenue de ces réformes, le Pakistan risque de rester coincé dans une croissance modeste, incapable de générer suffisamment d'emploi ou d'atténuer les vulnérabilités externes. L'exposition aux chocs climatiques, la dépendance aux transferts de migrants, les contraintes de financement extérieur, ainsi que les pressions inflationnistes importées par les denrées alimentaires et l'énergie constituent des risques majeurs.

## Plan de soutien de l'industrie pharmaceutique à l'export

Le gouvernement pakistanais a annoncé un plan destiné à soutenir les exportations du secteur pharmaceutique et destiné à les porter à 30 Mds USD d'ici cinq ans, contre environ 950 M USD actuellement. Cette feuille de route repose des incitations fiscales, une simplification de la réglementation et le développement de partenariats public-privé destinés à stimuler la compétitivité du secteur. Le Pakistan souhaite notamment attirer davantage d'investissements étrangers, renforcer la production locale de principes actifs et développer des zones industrielles dédiées. L'objectif est aussi de diversifier les débouchés commerciaux, en s'appuyant sur une demande croissante en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale. Selon les autorités, la montée en puissance du secteur pharmaceutique doit contribuer à réduire le déficit commercial structurel du pays et soutenir la création d'emplois qualifiés.

## Derniers développements dans le secteur minier

Le secteur minier continue d'attirer l'intérêt des entreprises étrangères : l'entreprise américaine US Strategic Metals a signé un MoU pour l'exploration et la production de minerais critiques (cuivre, nickel, terres rares).

Par ailleurs, le projet de Reko Diq (mine cuivre-or dans la province du Baloutchistan) connaît de nouveaux développements avec l'augmentation du coût de développement de la première phase, approuvée par la Commission de coordination économique présidée par le ministre des Finances. Le coût est ainsi porté à 7,7 Mds USD, soit une hausse de 79 % par rapport à



l'estimation initiale. L'ECC a aussi approuvé des garanties souveraines pour un prêt de 390 M USD destiné à financer une liaison ferroviaire de 880 km vers le port de Karachi.

## Sri Lanka

### Le Sri Lanka est désormais sorti du défaut pour les trois grandes agences de notation

Longtemps après Fitch et Moody's, S&P vient de relever la note de crédit souverain à long terme en devises étrangères du Sri Lanka, qui passe de « SD » (défaut sélectif) à CCC+ avec perspective stable. L'agence salue les efforts du pays pour achever la restructuration de sa dette, y compris les obligations de SriLankan Airlines garanties par l'État (dont les retards avaient jusqu'à présent motivé l'absence d'amélioration de sa notation par S&P). Elle souligne la forte reprise économique, l'assainissement budgétaire rapide, l'accumulation de réserves de change, l'amélioration de la position extérieure du pays et les progrès dans la réduction des risques budgétaires liés aux entreprises publiques. Elle relève toutefois le niveau élevé de dette du pays et de la charge des intérêts.

### Echanges avec le FMI sur la réforme des tarifs de l'électricité

Une équipe technique du FMI en visite à Colombo a rencontré des députés ainsi que des responsables des ministères de l'Énergie, des Finances, de la compagnie de production d'électricité CEB et de la Commission des services publics du Sri Lanka et de nouveau insisté sur le fait que les tarifs fixés devaient couvrir les coûts de production, les investissements dans les énergies renouvelables et l'accessibilité pour les consommateurs afin que les subventions croisées soient supprimées. La CEB a réalisé un bénéfice de 5,3 Mds LKR au deuxième trimestre 2025, à comparer à un déficit de 18,5 Mds LKR au premier trimestre provoqué par une baisse des tarifs intervenue à contretemps en janvier 2025, sur laquelle le gouvernement était finalement revenu en juin. Ce sujet fait partie des plus sensibles discutés avec le FMI.

### L'inflation redevient positive en août

Après un an de glissement annuel négatif, elle s'établit à 1,2% fin août, principalement sous l'effet de la hausse des prix alimentaires. En moyenne annuelle, l'inflation demeure toutefois négative (-1,5% à fin août) depuis janvier 2025. Dans son dernier rapport sur le Sri Lanka (juillet 2025), le FMI prévoit une inflation moyenne de 3,3% en 2025 et de 8,9% en glissement annuel. Pour 2026, ces deux chiffres atteignent 5,2%.

### Le Sri Lanka révisé les incitations fiscales qu'il accorde aux IDE

Des exonérations et réductions d'impôts seraient accordées aux IDE de plus de 50 MUSD, afin d'attirer des projets de plus grande taille. Le Sri Lanka reste peu attractif pour les investisseurs étrangers même si les IDE enregistrés ont doublé depuis le début de cette année pour atteindre 783 MUSD au 15 septembre. Le 20 septembre et comme il s'était engagé à le faire auprès du FMI, le gouvernement a révisé les conditions appliquées aux investissements dans la zone spéciale Colombo Port City développée par des entreprises chinoises, qui avait expiré en août dernier et qui s'appliqueront pour une période de cinq ans. Les « Business of Strategic Importance (BSI) » opérant dans la zone sont classées en deux catégories : Primary BSI (qui

louent et développent un terrain dans la zone) et Secondary BSI (qui fournissent des services ou des produits soutenant les Primary BSI). Pour les premiers, l'exonération de l'impôt sur les sociétés s'étalera sur 8 à 15 ans, en fonction de l'investissement et de la création d'emplois ; les secondes, seront imposées au taux réduit de 7,5% pendant 4 ans. Les deux seront exonérées de la TVA et des droits de douane sur les importations liées aux activités commerciales ainsi que de l'impôt sur les dividendes et des taxes sur les paiements transfrontaliers.

### Consolidation dans le secteur bancaire

La succursale au Sri Lanka de la banque HSBC a conclu un accord contraignant en vue de céder ses activités de banque de détail à la Nations Trust Bank PLC pour un montant de l'ordre de 60 MUSD. HSBC compte aujourd'hui 200 000 clients dans le pays. Au 30 juin 2025, HSBC Sri Lanka déclarait 665,4 Mds LKR d'actifs totaux (environ 2,2 milliards USD) et un bénéfice net après impôt de 4,3 Mds LKR (14 MUSD). Après cette fusion, le Sri Lanka comptera 23 banques enregistrées.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays  
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)